



ÉCOLE POLYTECHNIQUE
FÉDÉRALE DE LAUSANNE

FESTIVAL  BALELEC

Analyse du régime de la TVA pour Balélec

Grégory Brusick

EPFL - Section systèmes de communications

Festival Balélec - Trésorier 2006

gregory@balelec.ch

Projet SHS de 1ère année master encadré par
Anne-Christine Favre et Coralie Devaud, Etat, droit(s) et individus

Rapport accepté le 31 mai 2007

Lausanne, année académique 2006-2007

Résumé

Le but de ce travail est de présenter les différents aspects de la TVA liés à l'organisation d'un festival comme Balélec et de présenter, au travers de ses activités principales, l'utilité ou non et l'obligation ou non de s'assujettir à la TVA. Pour des raisons de confidentialité, les éventuels chiffres présentés dans ce rapport sont fictifs, mais permettent de pouvoir donner un ordre d'idée. Il en va de même pour certains documents qui ne pourront être présentés ici.

Ce travail est le fruit de plus d'une année entière de travail au sein de l'association Balélec en tant que trésorier et est, bien que facilement généralisable, principalement adapté à la structure de ce festival. Il retranscrit les différentes recherches que j'ai effectuées et les problèmes que j'ai rencontrés.

Table des matières

| | | |
|-----------|--|----------|
| 1 | Introduction | 1 |
| 1.1 | Qu'est-ce que Balélec | 1 |
| 1.2 | Motivations de Balélec | 2 |
| 2 | Critères d'assujettissement | 2 |
| 3 | Billetterie | 3 |
| 4 | Dons et sponsoring | 4 |
| 5 | Stands de boissons et de nourriture | 5 |
| 6 | Récupération de la TVA sur les achats | 6 |
| 7 | Prestations à soi-même | 7 |
| 8 | Considérations pratiques | 8 |
| 9 | Projet de simplification de la TVA | 8 |
| 10 | Conclusion | 9 |

1 Introduction

La TVA suisse est l'une des plus compliquées et des plus difficile à comprendre. Qui plus est, pour un étudiant sans formation de droit ou d'économie. Ce travail va tenter de répondre à certaines questions que pourraient se poser certaines personnes quant à l'application de cette TVA à l'organisation d'une manifestation culturelle.

Les particuliers et les entreprises non assujetties voient la TVA comme un impôt prélevé sur leurs achats proportionnellement à leur valeur. Comme ils sont en bout de chaîne, ils ne peuvent récupérer cet impôt. En s'assujettissant à la TVA, une entreprise peut récupérer l'impôt prélevé sur ses charges, mais est, par contre, obligée de payer l'impôt sur ses recettes. L'entreprise doit décider de l'impôt qu'elle facture à ses clients selon les lois et selon le type de prestation.

1.1 Qu'est-ce que Balélec

Balélec est une association à but non lucratif et reconnue d'utilité publique, dont le but principale est l'organisation d'un festival de musique qui se déroule sur une soirée, une fois par an. Cette soirée accueille de douze à quinze mille personnes chaque année, ce qui fait de cet événement le plus grand festival d'Europe organisé par des étudiants. Avec un demi million de budget, la soirée comporte sept scènes aux styles variés. L'organisation, bien qu'effectuée par des professionnels dans les autres festivals, est assurée ici par une cinquantaine de bénévoles, étudiants pour la plupart, qui travaillent tout au long de l'année pour faire en sorte que cette soirée soit la plus réussie possible. Lors de la semaine précédant la manifestation, le nombre de collaborateur peut même atteindre quatre cents personnes.

Le comité d'organisation est réparti en cinq groupes. L'administration, composée du président, des vice-présidents, du trésorier et de l'administrateur, veille à la bonne marche des réunions et traite les affaires urgentes. L'animation, composée d'une personne par scène et d'un responsable des loges, s'occupe de la programmation musicale du festival. La logistique regroupe l'ensemble des postes gérant l'infrastructure de la manifestation, comme les structures, les stands, l'éclairage et bien d'autres postes. La promotion s'occupe de la recherche de sponsors, des relations avec la presse et de la création des supports promotionnels, comme l'affiche, les flyers ou le site internet. Pour finir, les ressources internes regroupent les postes qui ne travaillent pas directement à l'organisation, mais fournissent les ressources nécessaires à l'organisation. Il s'agit de l'équipe informatique, des ressources humaines, du conseiller juridique, et du responsable catering. L'ensemble du comité se réunit une fois par semaine, afin de décider des différentes modifications ou nouveautés à apporter au festival.

Bien que la plupart des revenus de l'association vienne de la vente des billets d'entrée, Balélec a toujours essayé d'offrir aux festivaliers une soirée à un prix abordable, que l'on pourrait même qualifier de bas, comparé aux prix en vigueur dans les autres festivals. Tout bénéfice est utilisé pour les autres éditions ou pour combler les déficits d'autres années. De par la reconnaissance d'utilité publique, l'association ne paie pas d'impôts et peut appliquer certains points de la loi sur la TVA qui ne pourraient pas être valables pour

d'autres associations.

1.2 Motivations de Balélec

Durant plusieurs années, le comité de Balélec a essayé de se régulariser sur beaucoup de points qui ont été laissés de côté pendant longtemps. Cela passe par exemple par les impôts, pour lesquels une démarche de reconnaissance d'utilité publique avait été faite, mais aussi par la TVA. Depuis 2003, le comité administratif a essayé de déterminer s'il y avait obligation ou non de s'assujettir à la TVA et de chiffrer, le cas échéant, le montant que cela coûterait au festival. L'obligation d'imposition étant basée sur un chiffre d'affaires minimum, le principe de fonctionnement des stands a, dans un premier temps, été modifié afin de ne pas dépasser ce chiffre. Parallèlement à tout cela, plusieurs calculs ont été tentés. Ces démarches n'ont pas eu beaucoup de succès, car étant tous étudiants bénévoles, nous n'étions pas au courant de tous les tenants et aboutissants de cet impôt. Après une brève étude effectuée par une fiduciaire et ayant soulevé certains points qui auraient pu nous faire bénéficier de cet assujettissement à la TVA, et après de nombreuses discussions avec cette fiduciaire et beaucoup de calculs basés sur les comptabilités des années passées, nous avons décidé de nous lancer dans l'aventure. Balélec est donc assujetti à la TVA depuis le premier janvier 2006, selon des bases qui seront expliquées tout au long de ce rapport.

2 Critères d'assujettissement

Selon [1, art. 25 al. 1 let. a] : "Sont exemptés de l'assujettissement les entreprises dont le chiffre d'affaires annuel, au sens de l'art. 21 al. 3, ne dépasse pas 250'000 francs, à condition qu'après déduction de l'impôt préalable, le montant de l'impôt restant dû ne dépasse pas régulièrement 4000 francs par année". Cet article répond à la question de l'obligation de l'assujettissement, mais d'une manière assez détournée, car le chiffre d'affaires en question signifie chiffre d'affaires imposable et non chiffre d'affaires global [1, art. 21 al. 3]. Pour une petite manifestation, cela ne représente aucune différence, mais pour une manifestation comme Balélec, cela fait une grosse différence. En effet, sur le demi million de budget de l'association, plus de la moitié des recettes sont dues à la billetterie (plus de cinquante pour cent) et aux dons et sponsoring, puisque, comme nous le verrons plus tard, tout a été fait pour que la part des stands dans le chiffre d'affaires soit minimale. Nous verrons au chapitre suivant que la billetterie, bien qu'éventuellement imposable, ne l'est en général pas. De plus, en tant qu'association reconnue d'utilité publique, les dons et une partie du sponsoring ne sont pas non plus imposables. Il en résulte, dans le cas de Balélec, une activité dont le chiffre d'affaires imposable est inférieur au montant précité, ce qui rend l'assujettissement facultatif.

Cet article, une fois décodé et analysé, répond donc à la question qui a fait peur pendant longtemps à l'association, car, en effet, cela démontre qu'il n'est pas nécessaire de s'assujettir à la TVA pour être dans les règles, et qu'il ne faudra pas payer des amendes ou même de la TVA à l'administration fédérale des contributions. Bien sûr, le fait d'être exempté de l'assujettissement ne veut pas dire qu'il est interdit de le faire. Cela peut, pour

des sociétés qui font principalement de l'exportation, présenter un avantage certain, car ils paient de la TVA sur leurs achats, qu'il peuvent récupérer en partie, mais n'ont pas à payer de TVA sur leurs ventes à l'étranger.

3 Billetterie

Beaucoup de prestations sont exclues du champ de l'impôt [1, art. 18], ce qui signifie qu'aucune TVA n'est perçue dans le cas où de telles prestations sont fournies. Si des recettes sont considérées comme exclues, il est impossible de récupérer la TVA sur les achats auxquels sont affectées ces recettes. Il est cependant possible, pour certaines prestations, d'avoir une option pour l'assujettissement volontaire. Ceci peut paraître très étrange, car dans ce cas, il faut payer de la TVA sur des recettes pour lesquelles il n'aurait pas été nécessaire de le faire en temps normal, mais cette option permet également de récupérer la TVA payée pour les achats correspondants. Une telle option n'est pas possible pour une petite association, car le chiffre d'affaires des prestations pour lesquelles il y a une option incluse, doit être d'au moins 40'000 francs [3, chif. 1.1.3].

Dans le cas de la billetterie, la vente de billet fait partie des prestations exclues [1, art. 18, al. 14]. Ce qui, comme nous l'avons vu plus haut, permet, dans le cas d'une manifestation principalement subventionnée par la vente de billets, d'avoir un chiffre d'affaires imposable inférieur à la limite pour l'imposition obligatoire. Ce point est très important, car il permet de ne pas avoir à s'inquiéter de la TVA.

L'option est malgré tout possible et comporte un avantage plus que certain, puisque dans ce cas le taux applicable est le taux réduit (2.4%) [1, art. 36, al. 1, let. c]. Une option d'assujettissement de la vente de billets oblige donc à payer de la TVA au taux réduit sur ces recettes, mais permet de récupérer la TVA payée sur les achats imputables à cette vente, qui généralement sont au soumis au taux normal (7.6%). Il y a donc une grosse différence entre la TVA dû et la TVA récupérable, puisque, par exemple, si la vente des billets représente 250'000 francs il faudra payer environ 6'000 francs de TVA, mais la TVA récupérable sur les achats correspondants sera de plus de 17'000 francs, représentant ainsi un gain d'environ 11'000 francs par rapport à la situation normale, où ces recettes ne seraient pas soumises.

Dans le cas d'une option d'assujettissement de la billetterie, il convient de relever certains détails importants. Premièrement, pour des raisons de simplification de la vente, il est préférable d'avoir un prix du billet "TVA incluses" et non un prix hors taxe, car il se peut que l'intermédiaire qui assure la vente de billets ne soit pas soumis à la TVA et ne s'inquiète donc pas de cela. Deuxièmement, il est impératif, que la mention du taux de TVA soit précisée sur le billet, puisqu'il tient lieu, dans la plupart des cas, de quittance pour l'achat.

Il convient à l'organisateur de décider du prix qu'il fixe pour son billet. Il serait malhonnête de répercuter la TVA sur le prix du billet, car le but ici n'est pas de faire payer le festivalier plus cher, mais de réaliser un gain grâce aux différences d'imposition. Comme nous l'avons vu plus haut, si le prix du billet reste le même avec ou sans TVA, il en résulte un gain de environ 11'000 francs dans le cas de notre exemple, ce qui représente déjà une somme agréable. Si la TVA est à la charge du festivalier, cela représente un grand béné-

fice puisque nous pouvons récupérer la TVA des achats sans prendre à notre charge celle sur le billets, mais il ne faut pas perdre de vue le fait que la personne qui achète un billet n'est en principe pas assujettie à la TVA car il s'agit d'un particulier. Il ne pourra donc pas récupérer cette taxe comme le ferait une entreprise. Bien sûr, le prix d'un billet peut s'adapter et généralement s'arrondir au franc près, ce qui permet de répartir cette charge entre l'organisateur et le festivalier, comme c'est déjà le cas avec certains frais de prélocation.

4 Dons et sponsoring

Pour Balélec, il n'y a aucune différence entre un don et du sponsoring, car ils sont gérés par la même personne et entrent dans le même budget. Aux yeux de l'AFC, par contre, il y a une très grande différence entre les deux, puisque le premier n'est pas soumis à l'impôt, alors que le second est soumis au taux normal de 7.6%. En janvier 2006, une modification de la distinction entre les deux a été apportée. En effet, jusqu'en 2005 pour qu'un don soit considéré comme tel, il ne devait y avoir aucune mention du nom du donateur sur aucun support que ce soit, puisque, par exemple, l'apposition d'un logo sur une affiche était considérée comme une prestation, et donnait ainsi lieu à une imposition. Ce cas a été étudié, et il a été décidé [6] de ne plus considérer un logo sur une affiche ou sur un programme officiel comme une prestation, classant ainsi ce genre de sponsoring dans la catégorie des dons non imposables.

Il est également à noter que le logo du sponsor apposé sur le site internet du festival n'est pas soumis à l'impôt tant qu'il n'y a pas de lien vers le site internet dudit sponsor. De plus, un logo sur une affiche ou un flyer reste non imposable s'il n'y a pas de slogan apposé à côté de celui-ci, au quel cas cela devient une prestation de publicité.

Cette modification de la loi accroît la difficulté pour la facturation des sponsors. Dans l'ancienne version de la loi, il n'était pas nécessaire de se poser beaucoup de questions lors de l'émission d'une facture, car rares étaient les sponsors qui n'avaient aucun logo sur une affiche ou un flyer. Dorénavant, il faut faire attention aux prestations qui sont fournies aux sponsors, puisque ce que nous considérons comme une prestation payante, à savoir un logo sur un de nos support promotionnels, ne l'est pas au sens de la TVA. Il faut donc bien détailler les factures émises afin de séparer les montants dédiés à un logo de ceux dédiés à des emplacements de banderoles ou de stands promotionnels sur le site de la manifestations. De plus, la vente de billets d'entrée à un sponsor est, comme pour le reste des billets, soumise au taux réduit (2.4%).

Il faut donc bien définir quel prix est attribué à telle ou telle prestation, ce qui est très difficile en pratique. Il faut bien garder à l'esprit que la gestion des sponsors est essentiellement composé de négociations, et une prestation peut ne pas être évaluée à la même valeur d'un sponsor à un autre. Sans parler du fait que, dans ce genre de négociations, il est généralement question d'un montant global pour l'ensemble des prestations.

Pour éviter ce type de complications, il est souvent plus simple de regrouper le montant global sous un même taux et de considérer ainsi que seul la prestation soumise à l'impôt fait l'objet de la facturation. C'est d'ailleurs ce qui est demandé par l'AFC. Par exemple, un sponsor auquel le festival fournit un logo sur ses supports promotionnels et

des banderoles sur le site de la manifestation pourra ainsi être imposé entièrement au taux normal. Ce qui évitera de se compliquer la tâche avec les différents taux.

Comme il sera expliqué à la section 6, l'impôt préalable n'est pas totalement récupérable si des recettes sont exclues du champ de l'impôt. Le fait de considérer l'exemple précédent comme entièrement imposable n'est donc pas complètement vide de sens, puisque la partie de la facture qui serait non soumise, entraînerait une réduction de l'impôt préalable que l'association pourrait récupérer.

Il est donc indispensable de faire très attention lors de la facturation d'un sponsor. Il convient de bien évaluer les différentes prestations fournies, et de déterminer de quelle façon il est plus avantageux de procéder. Comme il a été dit plus haut, il est très difficile d'estimer exactement le montant de chaque prestation, ce qui laisse une assez grande liberté.

L'avantage des sponsors au niveau de la TVA, est qu'ils sont généralement tous assujettis. Il est donc possible de leur facturer la TVA en plus et ainsi gagner un peu d'argent. Comme ils sont assujettis, cela revient au même pour eux de payer le montant hors taxe puis de payer en plus la TVA, que de payer le montant à une entreprise non assujettie, puisqu'ils pourront eux aussi récupérer l'impôt préalable.

5 Stands de boissons et de nourriture

A Balélec, les stands ne sont pas gérés directement par l'association. Les stands de boissons sont généralement tenus par d'autres associations et les stands de nourriture, par des professionnels. Pour les stands de nourriture, ces professionnels apportent eux-mêmes leurs aliments et ils ne paient qu'un loyer. Ce loyer peut varier suivant l'emplacement ou la fréquentation du stand et est défini contractuellement. Il en résulte une imposition au taux normal (7.6%) de tous ces loyers. Pour ce qui est des stands de boissons, le principe est plus compliqué.

Le problème des stands de boissons à Balélec a toujours créé des soucis par rapport à la TVA. En 2003, pour éviter d'avoir un trop gros chiffre d'affaire à cause des stands, il a été décidé de ne plus vendre directement les boissons aux associations, mais de simplement encaisser les sommes pour le compte de notre fournisseur. Il s'agit dans ce cas d'un contrat de mandat. Les associations reçoivent un mandat de cinq cents francs pour la tenue d'un stand. Balélec encaisse un droit de vente calculé en fonction du chiffre d'affaires théorique, qui est lui-même calculé en fonction des produits qu'ils ont consommés et du prix de vente qui est le même pour chaque stand et fixé par Balélec avant la manifestation. Dans un tel cas, Balélec n'agit pas comme revendeur de boissons, puisque les marchandises sont directement payées au fournisseur. Comme il ne peut pas être présent le samedi matin pour percevoir cet argent, les montants sont récoltés par Balélec et remis ensuite au fournisseur. Ainsi, la somme correspondant à ces marchandises n'entre pas dans le calcul de la TVA, ce qui réduit le chiffre d'affaires lié aux stands d'environ cinquante pour cent et permettait de ne pas dépasser le seuil d'obligation d'assujettissement. Le droit de vente perçu par Balélec est imposable au taux normal (7.6%), indépendamment des types de boissons vendues par le stand, puisqu'il ne s'agit pas d'une revente de marchandises, mais plus d'un loyer.

Ce système était très compliqué, car il fallait calculer ces chiffres d'affaires théorique pour chaque stand. De plus, le taux d'imposition sur la part que prend le festival n'est pas optimal, car il ne tient pas compte de la vente des minérales qui sont généralement imposées au taux réduit. Pour simplifier ce système, et puisque Balélec est à présent assujetti à la TVA, le comité d'organisation a décidé, pour l'édition 2007, de repartir sur la vente des boissons aux stands. Balélec achète les boissons commandées par les stands au fournisseur et les revend avec une marge aux associations. De cette façon, le taux réduit peut être appliqué aux bénéfices liés à la vente de minérales, ce qui représente un bénéfice non négligeable. Cette méthode a également l'avantage de ne pas nécessiter de deuxième caisse pour récolter l'argent du fournisseur le samedi matin.

Malgré cette simplification, le travail des responsables stands de Balélec n'est pas aisé, puisqu'il faut recalculer tous les prix de vente en fonction du chiffre d'affaire théorique que les boissons génèrent afin de ne pas pénaliser le stand dans cette opération. Il faut également faire attention à ne pas pénaliser les stands en répercutant le choix de s'assujettir entièrement sur eux, mais en décidant quelle part de la taxe sera payée par le stand et quelle part sera payée par l'organisateur.

6 Récupération de la TVA sur les achats

Comme évoqué précédemment, la TVA sur les achats est en général récupérable, sauf si une partie des recettes n'est pas imposable. C'est le cas pour les dons, et c'est le cas des billets, dans le cas où il n'y a pas d'option pour assujettir leur vente au taux réduit. S'il y a de telles recettes, il convient de calculer la part d'impôt préalable qui sera récupérable. Cette opération est en général faite lors de chaque décompte TVA. Dans le cas d'une manifestation qui a lieu une fois par année, il est très difficile de faire ce calcul tous les trois mois. Il est donc possible, en avertissant l'administration fédérale, de le faire une fois par an et de déduire la totalité de l'impôt préalable dans les trois autres décomptes.

La part de l'impôt préalable récupérable se calcule proportionnellement au chiffre d'affaires imposable. Par exemple, si vingt pour cent des recettes ne sont pas imposables, vingt pour cent de l'impôt préalable ne sera pas récupérable. C'est pour cela que, dans le cas d'un assujettissement, il est nécessaire d'imposer les billets au taux réduit, car ils représentent plus de la moitié des entrées. De cette manière, il n'y a que les dons qui ne sont pas soumis à l'impôt. Il n'est pas nécessaire d'appliquer ce pourcentage à toutes les charges, car, comme expliqué dans [3, chif. 5.4.1], le pourcentage peut être appliqué à certaines charges directement reliées aux produits non imposables, et non à la totalité.

Dans le cas des dons, il est tout à fait juste d'estimer qu'ils servent à financer les frais de fonctionnement de l'association, et non l'infrastructure de la manifestation. Pour une telle manifestation, les frais de fonctionnement représentent un cinquième de budget annuel total. L'opération est donc intéressante.

Il est aussi possible de décider que ces dons servent à faire venir des artistes et donc d'appliquer le pourcentage à la partie animation du budget. Cette dernière option serait plausible dans le cas de certains dons qui sont clairement attribués à cela et permettrait ainsi d'appliquer le pourcentage à des charges qui ne sont généralement pas taxées. En

effet les artistes sont très rarement assujettis à la TVA. Il est aussi plus que normal d'attribuer ces frais à la vente de billets, car les gens payent pour assister aux concerts, ce qui rend très problématique l'attribution de dons à l'animation. Il est donc préférable de ne considérer que les frais de fonctionnement.

7 Prestations à soi-même

Un des principes les plus difficiles à comprendre dans la loi sur la TVA est celui de prestation à soi-même. En effet, certaines prestations offertes à d'autres entreprises ou personnes, mais également à soi-même, sont imposables. C'est très étrange, car ces prestations ne génèrent aucun argent, vu qu'elles sont offertes. Nous pouvons citer ici l'exemple des repas pour les bénévoles lors du montage de la manifestation. Tous les repas qu'ils peuvent prendre, aux moments où ils travaillent, ne leur sont pas facturés, mais il faut néanmoins payer de la TVA dessus. L'AFC propose, dans [3, chif. 2.5.1], un prix moyen qui peut être utilisé comme base pour le calcul de l'impôt, mais il est plus simple de calculer, si cela est possible, le prix des marchandises nécessaires à ces repas et de faire le calcul sur cette base, car dans une manifestation avec un poste dédié à la cuisine, le prix du repas revient moins cher que le prix proposé. Si, par contre, les repas sont commandés à un fournisseur, il peut être plus avantageux de compter le prix du fournisseur comme base pour l'impôt.

Cette loi a donc pour conséquence d'augmenter le coût des repas, car ces prestations à soi-même sont imposables au taux normal, alors que la plupart des marchandises est au taux réduit.

Il faut cependant faire attention au fait que la restauration et le logement des artistes ne sont pas considérés comme des prestations à soi-même. Pour le logement, la totalité de l'impôt préalable est récupérable, alors que, d'après [3, chif. 2.9], seulement cinquante pour cent de l'impôt préalable sur la nourriture est récupérable.

De plus, au sens de [2, ch. 845], il n'y a pas prestation à soi-même s'il y a obligation professionnelle durant le repas, ce qui est le cas, puisque chaque membre du comité peut être appelé à tout moment pour aller régler un problème. Dans ce cas, comme pour les artistes, seulement cinquante pour cent de l'impôt préalable est récupérable.

Le calcul de la TVA pour le poste catering est donc très compliqué, et il peut être plus simple de ne simplement pas déduire la TVA sur les achats de ce poste, puisqu'en comptant les artistes, le résultat revient presque au prix que coûterait la prestation à soi-même.

Une fois par année, le comité organise un week-end à la montagne pour mieux se connaître, car la majorité du comité se renouvelle chaque année. Ce genre de week-end est une prestation à soi-même. Il convient donc de ne pas déduire l'impôt préalable sur les frais engendrés par un tel événement. Il est également possible de payer la TVA sur le montant total et de récupérer l'impôt préalable, mais le résultat est le même, malgré que ce ne soit pas tout à fait juste au sens de la loi.

8 Considérations pratiques

Après toutes ces explications, il est clair que l'application de la TVA à la comptabilité s'avère très difficile. Il est donc indispensable que la personne qui occupe le poste de trésorier soit très informé à ce sujet, car il est fréquent de s'y perdre. Pour cela, je pense qu'il est indispensable d'avoir à disposition les documents [2] et [3], qui représentent l'essentiel des informations nécessaires pour l'application de la TVA à l'organisation d'une manifestation. Le premier est fourni par l'AFC au moment de l'assujettissement, mais est également disponible sur le site internet de l'AFC, tout comme le second document et plusieurs autres notices et brochures qui peuvent être utiles dans certains cas.

L'émission de factures doit également être effectuée par le trésorier ou, au moins, en relation avec lui. Nous avons vu qu'il est très difficile de définir les taux de TVA pour les différentes prestations et il serait dangereux de laisser une personne non avertie décider de ce genre de détail, qui peuvent lui paraître sans trop d'intérêt, mais qui sont malgré tout essentiels.

Une fois assujetti à la TVA, il convient de remplir un décompte TVA tous les trois mois. Il est donc préférable de faire en sorte que l'exercice comptable se termine sur la fin d'un trimestre. Ceci évite de devoir jongler entre deux comptabilités pour faire le décompte du trimestre qui tomberait à cheval sur deux exercices. De surcroît, le trésorier change chaque année, il faut donc que les deux puissent travailler ensemble pour faire le décompte en question, ce qui pourrait ne pas être possible.

9 Projet de simplification de la TVA

En février 2007, le Conseil fédéral a fait une proposition de simplification de la loi sur la TVA [8]. Le projet comporte plusieurs variantes. La première, nommée "Loi fiscale" présente surtout une simplification des démarches administratives et des seuils d'imposition. Elle ne propose pas de grande modification pratique sur le calcul de l'impôt.

La deuxième variante propose un taux unique pour tout type de prestation. Le taux serait ainsi de 6%, ce qui diminuerait le taux normal de 1.6% mais augmenterait le taux réduit (applicable pour la nourriture et, dans notre cas, la billetterie) de 3.6%. Cette proposition, en plus d'être antisociale, car elle augmente surtout l'impôt des ménages en diminuant celle des entreprises, aurait un effet néfaste pour Balélec, car il n'y aurait aucune utilité à l'assujettissement et coûterait même de l'argent, car le taux sur les billets serait à présent un taux normal identique à celui des autres prestations. Il y a une autre variante, très proche de la précédente qui propose un taux unique à 6.4% et l'exclusion de l'impôt pour tout le domaine de la santé. Cette proposition aurait un effet encore pire pour Balélec, qui n'est pas du tout concerné par le domaine de la santé.

La dernière variante propose deux taux au lieu des trois actuels. Les prestations soumises au taux réduit et celles de l'hébergement seraient regroupées sous un même taux de 3.4%, alors que le taux normal resterait à 7.6%. Cette dernière proposition est de loin la plus avantageuse pour Balélec et pour toute autre manifestation culturelle ou sportive. Elle laisse intacte la différence d'imposition entre la billetterie et le reste et permet ainsi de toujours faire un bénéfice grâce à la TVA.

De toutes ces propositions, celle intitulée "Deux taux d'imposition" est donc la plus intéressante pour l'association. Si une des deux propositions à taux unique venait à passer, il faudrait entièrement revoir l'utilité ou l'obligation d'assujettissement du festival, car tous les principes exposés dans ce document deviendraient caducs.

10 Conclusion

Nous avons vu dans cette analyse, que la TVA n'est pas forcément un impôt contraignant et qu'il peut, dans le cas d'une manifestation culturelle, être très intéressant. L'association Balélec est assujettie à la TVA depuis janvier 2006. Ce fût un choix motivé par l'option d'imposition sur la billetterie. Ce choix a considérablement compliqué tout le travail de comptabilité, car il multiplie le nombre d'entrées comptables, mais le montant récupéré grâce à cela est, en contrepartie, très intéressant. Il représente un à deux pourcent du budget de la manifestation et peut même atteindre trois pourcent suivant les choix effectués.

J'espère que cette analyse aura permis à ses lecteurs, et principalement les futurs trésoriers de l'association, de comprendre les choix qui ont été effectués et de comprendre les principaux points de la TVA applicables à l'organisation de manifestations culturelles. Je conseille vivement sa lecture à tous les futurs trésoriers.

Références

- [1] Administration fédérale des contributions (1999) *641.20 Loi fédérale régissant la taxe sur la valeur ajoutée (Loi sur la TVA, LTVA)*
- [2] Administration fédérale des contributions (2001) *610.525 Instructions 2001 sur la TVA*
- [3] Administration fédérale des contributions (septembre 2006) *Notice n° 10, Manifestations culturelles et sportives et autres festivités*
- [4] Administration fédérale des contributions (septembre 2006) *Notice n° 17, Option en vertu de l'article 27 alinéa 2 LTVA*
- [5] Administration fédérale des contributions (octobre 2006) *Brochure n° 22, Culture*
- [6] Administration fédérale des contributions (mars 2006) *Communication concernant la pratique, Sponsoring et dons, Modification de la loi sur la TVA*
- [7] Département fédérale des finances (février 2007) *Loi fédérale régissant la taxe sur la valeur ajoutée (LTVA) - Projets de loi de février 2007*
- [8] Département fédérale des finances (février 2007) *Simplification de la loi fédérale régissant la taxe sur la valeur ajoutée : avant-projet destiné à la consultation*